

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ELY

Le célibat dans l'armée

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 184-186

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__184_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI.

Le célibat dans l'armée¹.

« On ne saura jamais, s'écriait dernièrement un honorable membre de l'Académie de médecine, le mal qu'a fait à notre pays l'institution des armées permanentes et ces conscriptions impitoyables qui, tous les ans, arrachent au foyer le meilleur choix de la jeunesse française, etc. »

Examinons par les faits ce qu'il peut y avoir de vrai dans ces accusations, et d'abord voyons si la loi militaire apporte une modification appréciable dans l'âge moyen des mariés; en d'autres termes, si elle retarde, autant qu'on veut bien le dire, l'époque normale du mariage.

Quelle est la proportion des hommes mariés dans la population civile à l'âge du service militaire? De 20 à 25 ans on en compte un peu moins de 15 p. 100. La proportion augmente ensuite pour la période de 25 à 30 ans; mais, en résumé, l'âge moyen des mariages est postérieur à l'âge de la libération, 28 ans et demi.

Est-ce le recrutement lui-même qui retarde ainsi l'époque du mariage? Cela n'est pas admissible; car il reste, en dehors de l'armée, deux millions de jeunes gens de 20 à 28 ans que rien n'empêche de se marier plus tôt. Le souci de l'avenir, sans doute, le besoin d'une position assurée avant d'encourir les charges de la paternité, toutes sortes de prévisions sages ou de calculs intéressés, voilà probablement le véritable motif de ce retard; mais le recrutement, qui ne pèse guère que sur un dixième de la population de cet âge, ne peut influencer sur un résultat aussi général. Ajoutons que, pour les pays voisins dont nous connaissons la situation démographique, les mariages sont généralement plus tardifs, notamment en Belgique, où l'âge moyen est de 31 ans et demi, et en Autriche, où il est de 34 ans.

Quant à la proportion des mariages, elle est évidemment atteinte par l'obligation du célibat imposée aux hommes sous les drapeaux. Mais il est très-facile d'établir exactement dans quelle mesure. Il suffit, en effet, de rechercher quel est, dans la

1. Cet article du Dr Ély, si compétent sur les questions militaires, élucide un des desiderata de l'article précédent. A ce titre il devait trouver sa place ici.

population, le rapport, par âge, des hommes mariés, et d'appliquer cette formule à l'effectif militaire.

La proportion pour 100 des hommes mariés :

de 18 à 20 ans	est de	0.24;	ce qui donnerait pour l'armée	16 mariés.		
de 20 à 25	—	14.50	—	—	17,777	—
de 25 à 30	—	46.85	—	—	50,940	—
de 30 à 35	—	70.20	—	—	35,758	—
de 35 à 40	—	79.00	—	—	15,824	—
de 40 à 50	—	82.30	—	—	18,160	—
au-dessus de 50	—	75.00	—	—	1,275	—
Total					139,750	—

Il y a déjà, dans l'armée, d'après le recensement de 1866, près de 20,000 militaires mariés. Ce chiffre est un peu au-dessous de la vérité probablement, car le recensement est fort incomplet, en ce qui concerne l'armée. Cependant, on peut dire, d'après ces évaluations, qu'en l'absence de toute obligation relative au célibat militaire, il y aurait en France, de ce chef, 120,000 couples de plus; c'est-à-dire, que le nombre total des couples mariés, 7,727,304, serait augmenté d'un soixante-quatrième (1/64).

Examinons, au point de vue de la natalité, ce que donneraient, année moyenne, ces 120,000 couples.

La natalité légitime est annuellement de 21 enfants pour 100 femmes mariées aptes à produire. La natalité illégitime est de 1.85 seulement. Le bénéfice de cette augmentation des mariages se traduirait donc par un chiffre maximum de 22,000 naissances en plus, soit un quarante-sixième (1/46) pour le chiffre total, 1,004,934. Ce chiffre n'est peut-être pas tout à fait complet; il ne comprend pas absolument la totalité de la population armée, ni la réserve de première année. Mais, d'autre part, nous avons considéré toutes les femmes militaires comme appartenant aux âges de fécondité, ce qui est exagéré; et, de plus, il est avéré que, dans les villes de garnison, la natalité illégitime est beaucoup au-dessus du rapport moyen. Si cette considération est fâcheuse à évoquer au point de vue des mœurs, elle est impossible à négliger au point de vue qui nous occupe. Et l'on peut admettre qu'il y a, en résumé, une balance exacte de compensation entre ces deux ordres de faits.

Sur ce nombre de 22,000 naissances, il y aurait environ 11,500 garçons, dont 7,260 seulement arriveraient à la vingtième année.

Établissons encore, en deux mots et pour terminer, quelle serait l'influence de cette augmentation hypothétique des naissances sur l'accroissement de la population. C'est là, en réalité, le point capital de cette partie de nos recherches, c'est le bilan exact des pertes imputables au célibat militaire. Or, il résulte de tous les calculs qui viennent d'être sommairement exposés, que cette augmentation des naissances se traduirait, au total, par une différence de six habitants sur dix mille, dans les conditions normales de la dernière période recensée.

Ces faits sont assurément dignes d'attention. Il ne pouvait être douteux pour personne que les circonstances obligées de notre organisation militaire ne fussent un sacrifice imposé à la nation, tout aussi bien au point de vue démographique qu'au point de vue financier, par exemple. Mais il importait d'étudier, sans com-

plaisance comme sans parti pris, l'étendue réelle de ce sacrifice, de le réduire à son chiffre exact, de le formuler mathématiquement pour ainsi dire. Chacun pourra désormais se faire, sur ces points litigieux, une opinion raisonnée et raisonnable.

D^r ELY.
